

1953] (p. 5550); Etat A, Chap. 5610 : *Reconstruction des établissements nationaux pour les vieillards et infirmes (Insuffisance des hospices en Corse)* (p. 5552); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui, Art. 11 : *Examen médical, dosage de l'alcool en cas d'accident* [6 avril 1954] (p. 1780); *Ses explications de vote (Création de centres de désintoxication, grande misère des hôpitaux psychiatriques)* (p. 1782); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'assistance médicale gratuite : *Ses explications de vote* [25 mai 1954] (p. 2692). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences d'un accord intervenu entre la direction de l'usine d'aviation Turboméca à Bordes (Basses-Pyrénées) et le Gouvernement espagnol [30 juillet 1954] (p. 3746). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Observations sur la présentation du budget* [1^{er} décembre 1954] (p. 5649); Chap. 4612 : *Extension de la réduction tarifaire accordée aux tuberculeux en sanatoria, à d'autres catégories de malades* [2 décembre 1954] (p. 5684); Chap. 4625 : *Relèvement des allocations militaires et suppression des abattements de zones* (p. 5686); Chap. 4626 : *Service de la population et de l'entraide, son amendement tendant à augmenter le crédit de ce chapitre* (p. 5694); *le retire* (p. 5695); Chap. 4713 : *Son amendement indicatif (Prophylaxie de la tuberculose)* (p. 5714); Chap. 4717 : *Subvention au comité national de défense contre la tuberculose* [4 décembre 1954] (p. 5797); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 4 : *Abrogation du décret du 29 novembre 1953 portant réforme de l'assistance* [30 décembre 1954] (p. 6976); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Carences de l'équipement sanitaire* [25 mai 1955] (p. 3048). — Est entendu sur la question orale de M. Estradère à M. le Ministre des P.T.T., relative au rejet d'une candidature à un concours des P.T.T. [22 juillet 1955] (p. 4048). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons), Art. 10 : *Son amendement (Non application de cet article aux enfants des*

propriétaires ou gérants de débits de boissons) [8 novembre 1955] (p. 5532).

MORÈVE (M. Roger), Député de l'Indre (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des pensions [28 août 1951] (F. n° 27); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 juillet 1954] (F. n° 409); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de franchise pour les exploitants agricoles, n° 7045. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux ventes, partages avec soultes et licitations, les avantages prévus pour le remboursement par le décret n° 54-1251 du 20 décembre 1954, n° 10599.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au marché du blé [14 décembre 1951] (p. 9202, 9203). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à taxer les vins d'après leur valeur* [21 décembre 1952] (p. 6904); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la nécessité de l'avis conforme des Commissions des finances pour les décrets prévus* [27 janvier 1953] (p. 518); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-41 : *Son amendement indicatif (Suppression envisagée de 5.000 kilomètres de voies ferrées, lignes Le Blanc-Buzançais-Salbris)* [11 décembre 1954] (p. 6132); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 41 : *Tranche vicinale et rurale* [15 mars 1955] (p. 4434).